

La consommation des ménages en berne en 2012

Nathalie Morer, division Synthèses des biens et services, Insee

En 2012, la dépense de consommation des ménages baisse en volume (-0,4 % après +0,5 %), malgré le repli de leur taux d'épargne. C'est la seconde baisse des dépenses de consommation enregistrée en 60 ans. En effet, le pouvoir d'achat des ménages recule nettement (-0,9 % après +0,7 %), alors même que les prix évoluent au même rythme qu'en 2011. La morosité de la consommation des ménages affecte de nombreux postes de dépense, les achats en automobiles neuves étant les plus touchés. La consommation en biens et services de téléphonie et celle liée au logement sont toutefois dynamiques. Les dépenses alimentaires se maintiennent.

En 2012, la dépense de consommation des ménages diminue de 0,4 % en volume (*définitions*), après une hausse modérée en 2011 (+0,5 %). Il s'agit du second recul depuis 1949, après celui de 1993 (-0,2 %). La consommation effective des ménages (*définitions*), qui inclut les dépenses directement financées par la collectivité, est stable. En effet, la hausse de la dépense de consommation individualisable des administrations publiques (+1,4 %) et celle des institutions sans but lucratif au service des ménages (+1,9 %) compensent le repli de la dépense de consommation des ménages.

En valeur, le revenu disponible brut des ménages ralentit fortement en 2012 (+0,9 %

après +2,7 %). Les prix de la dépense de consommation des ménages continuent en revanche de progresser à un rythme proche de celui de 2011 (+1,9 % après +2,1 %). En conséquence, le pouvoir d'achat diminue de 0,9 %, après une hausse de 0,7 % en 2011 (*graphique*).

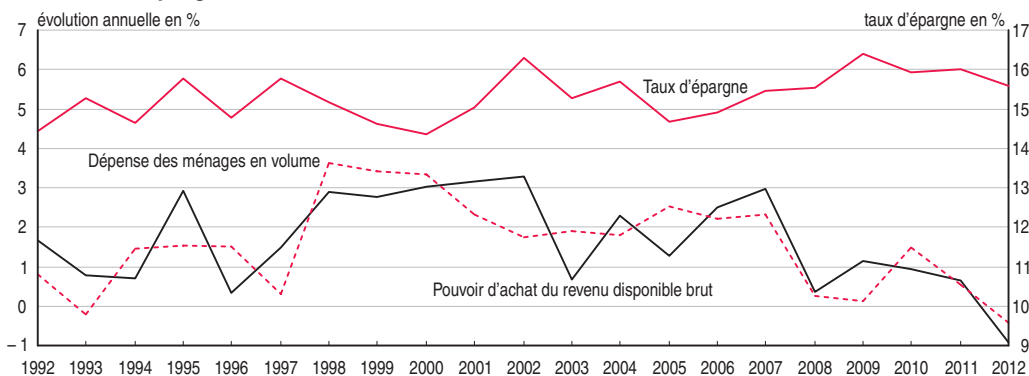
Ce repli du pouvoir d'achat est mesuré à partir de l'ensemble des revenus perçus par les ménages. Au niveau individuel, c'est-à-dire rapporté au nombre d'unités de consommation, le pouvoir d'achat se contracte également (-1,5 %) après avoir stagné en 2011. Une fois déduites les dépenses « pré-engagées » (*définitions*), le pouvoir d'achat du revenu arbitral (*définitions*) par unité de consommation décroît fortement (-2,7 %). En effet, les dépenses pré-engagées augmentent plus fortement que les autres dépenses (+2,8 % en valeur contre +0,8 %) en raison du rebond des dépenses consacrées au logement et à son chauffage.

En 2012, la consommation des ménages augmente en valeur plus vite que le revenu disponible brut (+1,4 % contre +0,9 %). Leur taux d'épargne baisse en conséquence de 0,4 point, s'établissant à 15,6 % (*tableau 1*).

Fort recul des dépenses en automobiles

Les dépenses en transports se contractent (-3,6 % en volume après +0,6 % en 2011), du fait notamment du repli des achats d'automobiles : après avoir renoué avec la croissance en 2011, ceux-ci chutent fortement en 2012 (-10,1 % en volume ;

Évolutions de la dépense des ménages, du pouvoir d'achat du revenu disponible brut et du taux d'épargne



Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

tableau 2). Une telle contraction n'avait pas été observée depuis 1997. Les achats d'occasion sont stables (-0,2 % après +7,6 %), alors que le marché du neuf chute pour la troisième année consécutive (-13,6 % après -1,4 %). Entraînée par la baisse de la consommation en essence, la dépense en carburants et lubrifiants continue de décroître (-2,3 % en volume après -1,3 %; tableau 3). Leur prix progresse à un rythme moins soutenu qu'en 2011 (+4,9 % après +14,1 %) en raison du ralentissement des prix du pétrole brut. Les transports collectifs, ferroviaires et routiers, se replient également (respectivement -1,0 % et -0,4 % en volume). Seules les dépenses en transports aériens restent dynamiques et croissent à un rythme équivalent à celui de 2011 (+5,1 % en volume).

Rebond des dépenses liées au logement

Les dépenses pré-engagées sont les dépenses sur lesquelles les ménages peuvent difficilement influencer à court terme. En 2012, celles-ci représentent 27,9 % du revenu disponible brut des ménages, une part en hausse de 0,5 point en un an. Les dépenses que les ménages consacrent à leur logement (*définitions*), à son chauffage et à son éclairage représentent une part majoritaire (78,2 % en 2012) de ces dépenses. Elles progressent de 1,7 % en volume en 2012 après un repli de 1,1 % en 2011. Les dépenses de chauffage et d'éclairage rebondissent en effet en volume du fait du retour à la normale des températures après une année 2011 très douce (+6,2 % après -11,5 %). Ainsi, la consommation d'électricité progresse de 6,7 % en volume et celle de gaz de 11,5 %. Les prix ralentissent, mais restent dynamiques (+5,6 %). En valeur, les loyers directement pris en charge par les ménages, c'est-à-dire après déduction des aides au logement, accélèrent en 2012 (+2,8 % après +1,8 %). En effet, après six années consécutives de ralentissement, les prix des loyers accélèrent (+1,6 % après +0,9 % en 2011). Cette hausse est la conséquence de l'augmentation de l'indice de référence des loyers, qui sert de référence pour la revalorisation maximale des loyers en cours de bail, mais aussi des augmentations de loyers au moment d'un changement de locataire,

plus élevées en 2012 qu'en 2011. En revanche, les aides au logement ralentissent, même si elles demeurent dynamiques (+3,1 % après +4,8 %).

Dynamisme des biens et services de téléphonie

En 2012, la dépense de consommation en biens et services de l'économie de l'information recule de 3,6 % en valeur, après une stabilité en 2011. Elle reste toutefois dynamique en volume (+3,0 %), toujours soutenue par une baisse des prix (-6,4 %). Le secteur est porté par le marché des téléphones mobiles, en lien avec l'essor des *smartphones* (+66,5 % en volume), et par les services de télécommunications (+7,1 % en volume). Les ménages ont davantage orienté leur consommation vers des achats de mobiles sans engagement. Ces derniers représentent près de la moitié des achats de mobiles en 2012 après un tiers en 2011. De plus, suite à l'arrivée d'un nouvel opérateur sur le marché et face à la généralisation des offres illimitées, les prix des services de télécommunications se replient plus fortement que les années précédentes (-11,3 %). L'appétence des ménages pour les équipements informatiques ne se dément pas en 2012 (+9,8 % en volume après +16,5 % en 2011), les tablettes ayant pris le relais des ordinateurs.

À l'inverse, les achats de téléviseurs reculent nettement (-7,2 % en volume) après plusieurs années de vive croissance portée par l'arrivée de la télévision numérique terrestre (TNT) et l'équipement des ménages en écrans plats. De même, les dépenses des ménages en consoles déclinent à nouveau en 2012 (-5,3 % après -3,6 %), en raison de la concurrence des tablettes et *smartphones*.

Loisirs et culture pâtissent de la baisse du pouvoir d'achat

Les dépenses liées à la culture et aux loisirs sont le principal poste de dépenses à pâtir de la baisse du pouvoir d'achat : elles reculent de 1,5 % en volume après +2,5 % en 2011. Face aux nouveaux modes d'information, la désaffection des ménages envers la presse et les livres s'accroît en 2012. La dépense associée, y compris papeterie, se replie de 3,6 % en volume, après -0,8 % en 2011. Après avoir atteint des records en 2010 et 2011, la fréquentation des salles de cinéma s'essouffle avec 204 millions d'entrées contre 217 millions en 2011, mais reste élevée. En 2012, comme depuis plusieurs années, les ventes physiques de disques et de vidéos continuent de baisser (-9,1 % en volume pour les CD audio et -9,8 % pour les DVD) malgré des prix en recul. Les

1 Évolutions de la consommation, des prix, du revenu et du taux d'épargne

	en %						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Consommation effective (en volume)	2,1	2,3	0,5	0,7	1,6	0,8	0,0
Dépense de consommation (en volume)	2,2	2,3	0,3	0,1	1,5	0,5	-0,4
Prix de la consommation effective	2,0	2,0	2,7	-0,2	1,2	1,8	1,6
Prix de la dépense de consommation	2,0	2,1	2,9	-0,7	1,1	2,1	1,9
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut ajusté	2,3	2,8	0,6	1,4	1,1	0,9	-0,4
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	2,5	3,0	0,4	1,2	0,9	0,7	-0,9
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	14,9	15,4	15,5	16,4	15,9	16,0	15,6
Taux d'épargne financière (en % du revenu disponible brut)	4,9	5,0	5,0	7,4	7,0	6,7	6,1

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

2 Consommation de biens durables

	Évolution en volume					Poids dans la valeur de la consommation en 2012
	2008	2009	2010	2011	2012	
Automobiles, dont :	-6,9	8,1	-2,7	1,0	-10,1	3,1
<i>automobiles neuves</i>	-5,7	18,1	-3,0	-1,4	-13,6	2,1
Téléviseurs	24,8	33,3	18,5	6,1	-7,2	0,3
Réfrigérateurs, congélateurs	0,0	0,0	3,5	3,4	1,5	0,2
Lave-linge	2,1	-2,5	6,1	2,3	3,7	0,1
Meubles	-2,8	-4,0	2,5	1,2	-3,8	1,3
Autres biens durables*	2,2	1,7	4,1	6,1	3,2	3,4
Ensemble des biens durables	-1,0	4,6	2,0	3,3	-3,4	8,4

* Matériel téléphonique, lecteurs de DVD, lave-vaisselle, appareils de cuisson, caravanes, cycles et motocycles, etc.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

dépenses en jeux de hasard se replient de 0,7 % en volume alors qu'elles étaient dynamiques au cours des trois années

précédentes. Le marché se stabilise après l'ouverture à la concurrence des jeux en ligne en mai 2010.

Après deux années de croissance, soutenue par la baisse de la TVA dans la restauration, les dépenses de consommation dans les hôtels, cafés et restaurants se contractent de 1,4 % en volume. Cette baisse affecte principalement la restauration, les dépenses en services d'hébergement étant stables.

3 Évolution de la consommation des ménages par fonction

en %

	Poids dans la valeur de la consommation effective		Évolution en volume			Évolution en prix			Valeur 2012 (en milliards d'euros)
	2002	2012	2010	2011	2012	2010	2011	2012	
Consommation effective des ménages, dont :	100,0	100,0	1,6	0,8	0,0	1,2	1,8	1,6	1 500,6
dépense de consommation des ménages, dont :	76,4	75,3	1,5	0,5	-0,4	1,1	2,1	1,9	1 129,8
alimentation et boissons non alcoolisées	11,0	10,4	1,2	0,8	0,7	1,1	1,8	3,1	156,3
Produits alimentaires, dont :	10,2	9,5	1,0	0,6	0,8	1,1	1,6	2,9	142,4
<i>pain et céréales</i>	1,5	1,5	1,9	3,5	1,8	0,1	2,1	1,8	22,7
<i>viandes</i>	3,0	2,6	0,8	-0,5	-0,3	0,4	2,6	3,0	39,7
<i>poissons et crustacés</i>	0,7	0,7	0,8	-1,6	-0,9	2,3	3,5	1,8	10,0
<i>lait, fromages et oeufs</i>	1,5	1,5	2,4	1,8	1,5	-1,5	2,4	1,5	22,5
<i>fruits et légumes</i>	1,9	1,7	-0,7	-1,6	1,4	6,5	-2,2	6,3	25,9
Boissons non alcoolisées	0,8	0,9	3,3	3,0	0,0	0,3	4,1	4,6	13,9
Boissons alcoolisées et tabac	2,8	2,4	-0,2	0,1	-2,8	3,5	4,3	5,0	36,6
Boissons alcoolisées	1,3	1,1	-0,4	1,0	-1,5	1,2	2,7	3,9	17,1
Tabac	1,4	1,3	0,1	-0,6	-3,8	5,6	5,7	6,1	19,4
Articles d'habillement et chaussures	4,0	3,2	0,8	-1,0	-2,3	0,5	0,8	2,2	47,7
Articles d'habillement	3,3	2,6	0,7	-1,2	-2,3	0,3	0,8	2,3	38,6
Chaussures	0,7	0,6	1,2	0,0	-2,4	1,4	1,2	1,5	9,1
Logement, chauffage, éclairage, dont :	17,9	19,5	1,4	-1,1	1,7	2,0	2,4	2,5	292,7
<i>location de logement</i>	13,1	14,0	1,1	0,9	1,2	1,3	0,9	1,6	209,7
<i>chauffage, éclairage</i>	2,7	3,2	4,9	-11,5	6,2	5,1	9,9	5,6	48,5
Équipement du logement, dont :	4,6	4,3	2,4	1,5	-1,4	0,3	0,9	1,6	65,2
<i>meubles, tapis</i>	1,2	1,1	1,6	1,0	-3,7	0,8	1,2	1,4	16,5
<i>appareils ménagers</i>	0,7	0,7	5,0	3,2	4,0	-2,2	-1,9	-1,9	9,8
Santé, dont :	2,6	2,9	2,4	2,9	2,8	-0,1	0,2	-0,2	44,0
<i>médicaments</i>	1,2	1,3	2,6	2,9	4,4	-1,4	-1,2	-1,8	19,1
<i>médecine non hospitalière</i>	1,1	1,2	0,9	3,4	1,5	0,7	1,2	0,8	18,2
Transport, dont :	11,0	10,6	-0,4	0,6	-3,6	3,7	5,0	3,0	159,2
<i>achats de véhicules</i>	3,3	2,5	-2,7	0,9	-9,5	0,3	2,6	2,1	37,4
<i>carburants, lubrifiants</i>	2,7	2,9	-1,1	-1,3	-2,3	12,8	14,1	4,9	42,8
<i>services de transports</i>	1,5	1,7	2,0	3,7	1,2	-0,9	1,1	2,6	26,0
Communications^(e), dont :	2,1	2,0	2,9	5,6	9,1	-1,1	-2,9	-11,0	30,1
<i>services de télécommunications</i>	1,8	1,7	2,5	4,7	7,1	-0,2	-2,5	-11,3	26,0
Loisirs et culture, dont :	6,9	6,1	2,8	2,5	-1,5	-1,6	-1,2	-0,1	92,0
<i>appareils électroniques et informatiques^(e)</i>	1,6	1,2	8,6	6,7	0,0	-9,3	-9,9	-7,3	17,8
<i>services culturels et récréatifs^(e)</i>	2,2	2,2	2,5	1,0	-1,1	0,7	2,2	2,0	33,4
<i>presse, livres et papeterie^(e)</i>	1,1	0,9	-3,4	-0,8	-3,6	2,4	1,1	2,4	12,8
Éducation	0,5	0,6	-0,9	-0,1	1,0	3,1	1,9	1,0	9,5
Hôtels, cafés et restaurants	5,6	5,4	1,6	1,3	-1,4	0,6	2,1	2,8	80,4
Autres biens et services, dont :	8,5	8,5	1,1	1,4	0,3	-0,8	2,9	1,9	127,8
<i>soins personnels</i>	1,7	1,7	3,4	3,5	1,6	0,8	1,0	1,3	25,5
<i>action sociale</i>	1,3	1,4	1,7	-1,2	1,3	2,3	2,1	1,8	21,1
<i>assurances</i>	2,3	2,9	-0,8	1,5	0,1	4,1	3,3	9,5	43,4
<i>Sifim¹</i>	1,1	0,5	2,9	-1,5	3,7	-28,1	5,6	-29,2	7,3
Correction territoriale	-1,1	-0,8	-26,7	23,1	52,7	1,3	2,3	2,0	-11,6
Dépense de consommation des ISBLSM²	2,7	2,8	3,8	1,6	1,9	1,2	2,3	0,7	42,5
Dépense de consommation des APU³, dont :	20,9	21,9	1,7	1,5	1,4	1,5	1,0	1,0	328,3
<i>santé</i>	9,1	9,7	2,8	2,1	2,2	0,6	0,4	0,2	145,5
<i>éducation</i>	6,9	6,5	0,3	0,3	0,4	2,9	1,0	1,8	97,0
<i>action sociale</i>	2,8	3,4	1,1	2,3	1,0	1,6	1,8	1,6	51,0
<i>logement</i>	1,0	1,0	1,1	3,8	1,5	1,5	1,0	1,6	15,7

1. Services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

2. Dépenses de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages.

3. Dépenses de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.

(e) Principaux postes concernés par l'économie de l'information.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

Stabilité des produits d'assurance

La consommation des ménages en assurances est stable en 2012 (+ 0,1 % en volume). Les dépenses liées à l'assurance-vie, qui correspondent aux frais prélevés sur ces contrats d'épargne, diminuent de 0,7 % en volume après + 0,4 % en 2011, du fait d'un mouvement de décollecte. La consommation en assurance-dommage progresse à un rythme soutenu, proche de celui de 2011, pour tous les types de contrat, bien que les prix aient évolué très différemment selon les types de contrat : à la hausse pour l'assurance automobile, à la baisse pour l'assurance habitation.

Les dépenses de santé des ménages poursuivent leur croissance (+ 2,8 % en volume après + 2,9 % en 2011). Il en est de même pour les soins pris en charge par la collectivité (médicaments, médecine de ville et hôpitaux) : + 2,2 % après + 2,1 %. La consommation effective des ménages en services d'éducation, financée pour l'essentiel par les administrations publiques, progresse en volume (+ 0,4 %).

La consommation alimentaire se maintient

La consommation de produits alimentaires (hors boissons alcoolisées et tabac) se maintient en volume (+ 0,7 % après + 0,8 %), malgré une nouvelle accélération des prix (+ 3,1 % après + 1,8 %). Comme en 2011, les achats de viande diminuent faiblement (- 0,3 % en volume) malgré la forte hausse des prix (+ 3,0 %). La consommation de poissons et fruits de mer se replie de 0,9 % en volume tandis que leur prix progresse moins vivement qu'en 2011 (+ 1,8 % après + 3,5 %). La consommation de fruits se redresse (+ 2,6 % après - 4,4 % en 2011) malgré une hausse des prix plus marquée que l'année précédente (+ 4,7 % après + 1,5 %). La consommation de légumes est quasi stable (+ 0,6 %) dans un contexte de rebond des prix (+ 7,4 % après - 4,5 % en 2011).

La consommation de tabac décroît de 3,8 % en volume. Déjà soutenue en 2010 et 2011 et encore très vive en 2012 (+ 6,1 %, après + 5,7 % en 2011), la hausse des prix semble avoir découragé la consommation.

Après une baisse en 2011 (- 1,0 %), les dépenses d'habillement et de chaussures se contractent encore en 2012 (- 2,3 %), pénalisées par la hausse de leur prix (+ 2,2 % après + 0,8 %).

Définitions

Dans l'ensemble du texte, les évolutions sont en **volume**, aux prix de l'année précédente, sauf mention contraire.

La **consommation effective des ménages** est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). La **dépense de consommation des ménages** se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé et d'éducation restant à leur charge. Les **consommations individualisables** sont celles qui bénéficient directement aux ménages tout en étant prises en charge par la collectivité. C'est le cas en particulier de dépenses pour l'éducation, la santé, l'action sociale et le logement.

Les **dépenses « pré-engagées »** sont celles qui sont supposées réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Suivant les préconisations du rapport de la Commission « Mesure du pouvoir d'achat des ménages » (février 2008), ces dépenses comprennent :

les dépenses liées au logement, y compris les loyers imputés et les dépenses relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ; les services de télécommunications ; les frais de cantine ; les services de télévision (redevance télévisuelle, abonnements à des chaînes payantes) ; les assurances (hors assurance-vie) ; les services financiers.

Le **revenu arbitral** retire du revenu disponible brut les dépenses pré-engagées. Le **revenu disponible brut ajusté** ajoute au revenu disponible brut les dépenses individualisables des APU et des ISBLSM.

Les **dépenses de consommation des ménages en logement** incluent les loyers versés par les locataires (aides au logement déduites) mais également les **loyers imputés**, que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent.

Bibliographie

- Bessone A.-J., Passeron V. et Soual H., « Les comptes de la Nation en 2012 - Le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule », *Insee Première* n° 1447, mai 2013.
- Dossier base 2005 sur www.insee.fr, rubrique Comptes nationaux - Finances publiques.

Origines des écarts entre le déflateur de la dépense de consommation et l'indice des prix à la consommation

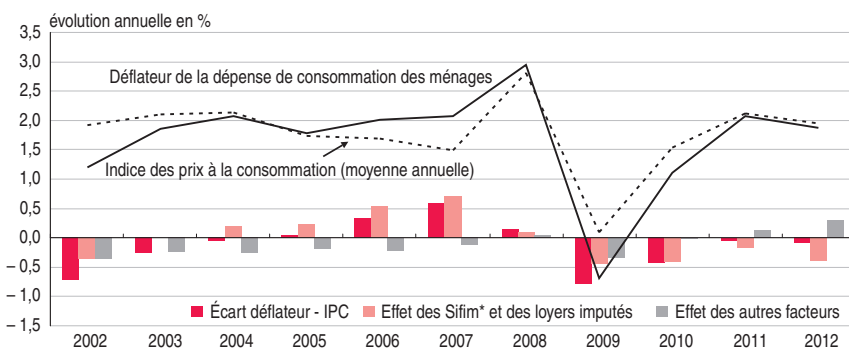
Le calcul du déflateur de la dépense de consommation s'appuie, pour la majorité des produits, sur les évolutions de prix collectés pour les besoins de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le champ des produits suivis en comptabilité nationale est plus large. En particulier, sont intégrés dans le champ de la dépense de consommation les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim). De plus, d'autres sources d'information que l'IPC sont mobilisées pour certains produits, comme les produits d'assurance, afin de s'approcher davantage des concepts de la comptabilité nationale. Enfin, le déflateur de la dépense de consommation donne un poids différent à certains postes, comme les loyers qui incluent en comptabilité nationale les loyers imputés (*définitions*). Entre 2002 et 2012, l'écart varie entre - 0,8 point et + 0,6 point selon les années (*graphique*).

En 2012, les prix de la dépense de consommation progressent de 1,9 %, une hausse légèrement inférieure à celle de l'IPC qui s'établit, en

moyenne annuelle, à + 2,0 %. La baisse des prix des Sifim (- 29,2 %) contribue à baisser le déflateur de 0,3 point. Les loyers imputés jouent également dans le même sens, mais dans une moindre mesure (0,1 point). Hors loyers imputés et Sifim, le déflateur de la dépense de consommation des ménages est supérieur de 0,4 point à l'évolution moyenne de l'IPC.

Cet écart s'explique par la prise en compte de produits non suivis par l'IPC (comme l'autoconsommation ou les jeux de hasard), par des effets de pondération et par le traitement différent de certains produits comme l'assurance-dommages et les services de télécommunications. L'IPC est en effet calculé sur les primes brutes d'assurance-dommages, alors que la comptabilité nationale considère les primes nettes des indemnités. Pour les télécommunications, l'écart résulte de la prise en compte dès 2012 en comptabilité nationale de nouveaux produits, apparus suite à l'arrivée d'un nouvel opérateur sur le marché, alors que l'intégration de ces produits dans l'IPC se fait avec décalage.

Écart entre le déflateur de la dépense de consommation des ménages et l'indice des prix à la consommation (IPC)



* Sifim : services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005.

⇒ Pour vous abonner aux avis de parution : <http://www.insee.fr/abonnements>

⇒ Pour vous abonner à INSEE PREMIÈRE :

- Par internet : <http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

- Par courrier : retourner ce bulletin à l'adresse ci-après ou par fax au (33) 03 22 97 31 73

INSEE/CNGP - B.P. 402 - 80004 Amiens CEDEX 1

OUI, je souhaite m'abonner à INSEE PREMIÈRE - Tarif 2013

Abonnement annuel : 84 € (France) 106 € (Étranger)

Nom ou raison sociale : _____ Activité : _____

Adresse : _____

Ci-joint mon règlement en Euros par chèque à l'ordre de l'INSEE : _____ €.

Date : _____ Signature _____

www.insee.fr

Direction Générale :
18, Bd Adolphe-Pinard
75675 Paris cedex 14

Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavernier

Rédacteur en chef :
E. Nauze-Fichet

Rédacteurs :
L. Bellin, J.-B. Champion,
A. Houlou-Garcia, C. Pfister

Maquette : C. Kohler

Impression : Jouve

Code Sage IP131450

ISSN 0997 - 3192

© INSEE 2013

